

Covid-19: « 83% des Français souhaitent la fermeture immédiate des frontières »



Article rédigé par *Causeur*, le 23 mars 2020

Source [Causeur] Enquêtes à l'appui, le directeur du département opinion de l'Ifop Jérôme Fourquet, auteur de *L'Archipel français*, perçoit l'inquiétude d'une immense majorité de Français face au coronavirus. Mais en attendant la fin du confinement, la plupart de nos concitoyens font néanmoins taire leurs critiques, bien qu'ils estiment que l'exécutif ait eu un retard à l'allumage. Au quotidien, le confinement et le télétravail révèlent les fractures socio-économiques françaises, de la sécession des élites à l'indiscipline de certaines banlieues. Entretien.

Daoud Boughezala. Emmanuel Macron a-t-il réussi à rassembler les Français derrière la lutte contre le coronavirus ?

Jérôme Fourquet. Le message du président et du Premier ministre est passé. Aujourd'hui, la population française est très majoritairement (82%) inquiète face au virus et confortée dans ce sentiment par les propos très solennels et alarmistes prononcés par l'exécutif ainsi qu'un certain nombre de responsables médicaux et scientifiques. La France étant massivement inquiète, elle se plie globalement assez bien aux injonctions du confinement, les comprend et manifeste des gestes de solidarité comme les applaudissements le soir au balcon en l'honneur des personnels soignants et médicaux. Cette épreuve qui touche tout le monde et rend chacun responsable vis-à-vis de ses proches, de ses voisins ou même des inconnus qu'on croise dans la rue est de nature à fabriquer, au moins momentanément, un sentiment d'appartenance collective ou, à tout le moins, une responsabilité collective face à la menace.

Le réflexe légitimiste qui a joué au premier tour des municipales en faveur des élus sortants profite-t-il à l'exécutif ?

Pour l'instant, le temps des divisions et des critiques n'est pas venu. Le réflexe traditionnel est d'essayer de faire bloc pour éteindre ou contenir autant que faire se peut l'incendie. Dans ce cadre, joue un réflexe légitimiste de ralliement aux autorités constituées qui sont aux postes de pilotage dans la tourmente. Les maires ont donc obtenu un gros satisfecit et l'exécutif bénéficie d'une relative clémence pour ce qui est des mesures les plus urgentes prises pour lutter contre l'incendie (fermeture des écoles, confinement...).

Pourtant, le gouvernement n'est pas épargné par les professionnels de santé : on lui reproche d'avoir maintenu le premier tour des municipales, de confiner la population faute de masques... Ces critiques n'alimentent-elles pas la défiance des Français ?

Nos sondages indiquent un sentiment majoritairement partagé : le gouvernement a eu du retard à l'allumage. Mais cela se combine avec une relative confiance (un peu plus de 50% de l'opinion) pour mener la bataille. Cela peut paraître paradoxal mais il faut raisonner en séquences et en étapes. Pour l'instant, on est dans la séquence de l'urgence où, sous le feu, on serre les rangs. Mais une partie du cerveau réfléchit au-delà du « mode survie » et se demande si la logistique a été bien anticipée. Cette critique commence à se formuler dans l'opinion, mais cela ne fait qu'une semaine que nous sommes confinés. Même si le nombre de morts et

de personnes contaminées augmente tous les jours, la collectivité se concentre sur l'endiguement du virus au jour le jour. Les critiques prendront peut-être un peu plus d'ampleur une fois qu'on pourra un peu plus respirer et que la situation sera davantage sous contrôle.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)